

# Variations dans le marxisme

Les marxistes ne présentent guère les travaux des marxologues mais ils donnent de cela des raisons qui ne sont que très médiocrement convaincantes : théorie de la praxis révolutionnaire qui analyse le développement historique d'un point de vue de classe, le marxisme, disent-ils, ne saurait être saisi dans son essence, de l'extérieur, par des hommes qui restent à distance de la lutte sociale, et l'entreprise du marxologue est faussée, dès son point de départ, par sa prétention à procéder d'une objectivité qui ne peut être qu'une mystification. Il n'est pas contestable que beaucoup de travaux de marxologues projettent sur l'histoire de la théorie marxiste, fût-ce à l'insu de leur auteur, des points de vue qui trahissent des préoccupations nées du monde présent et des affrontements qui s'y produisent, et qu'ils sont par là même captifs des idéologies contemporaines. Mais cela ne suffit pas toujours à légitimer la suspicion dans laquelle les marxologues sont tenus par les marxistes, car ceux-ci sont souvent tributaires de la même situation : les reconstitutions de l'histoire de la théorie marxiste à laquelle ont procédé certains marxistes sont au plus haut point marquées par leur engagement et souvent même saturées d'idéologie. En fait, les marxistes qui aiment le moins les marxologues sont ceux-là même qui aiment le plus les certitudes tranquilles, et leur mauvaise humeur ne procède le plus souvent que de la constatation du pouvoir désacralisateur des meilleures études de marxologie. Reposant sur une érudition minutieuse et sûre, celles-ci font le plus souvent apparaître l'extrême difficulté que, d'une époque à l'autre, la pensée marxiste a éprouvée pour échapper à la sclérose et parvenir à l'intelligence des changements qui se produisaient dans le mouvement historique. Mais constater que le développement de la théorie marxiste n'a jamais suivi une voie royale ne peut, après tout, gêner que le marxisme dévot.

## *1. Les conditions et la localisation des crises révolutionnaires*

Tout au long de son histoire la pensée marxiste a été, comme il est naturel, préoccupée par le problème de savoir dans quels pays la contradiction du

Capital et du Travail parviendrait d'abord au point de tension extrême d'où surgirait la révolution prolétarienne. Le problème était complexe parce qu'il mettait en jeu toute une représentation du processus historique impliquant à la fois des pronostics sur l'évolution du mode de production capitaliste, sur la manière dont se résorberaient les inégalités et les dissimilitudes de développement entre les différents pays et aussi, compte tenu du fait qu'aucune formation sociale concrète ne comprend que des capitalistes et des ouvriers, sur la façon selon laquelle la lutte de classes du prolétariat pourrait se combiner avec des antagonismes de type plus ancien ou de nature différente.

1) *Le rôle révolutionnaire des peuples allemands.*

H. B. DAVID <sup>1</sup> montre comment les marxistes ont pensé les rapports entre le mouvement socialiste et les luttes nationales dans un livre qui, des premiers écrits de Marx et d'Engels jusqu'à ceux de Lénine, retrace l'essentiel des conceptions marxistes sur la question nationale et réfute à l'occasion un certain nombre d'interprétations manifestement erronées qui ont été formulées à ce propos : il s'agit en particulier de l'ouvrage de D. Runes qui, en 1959, a essayé de faire de Marx et d'Engels des antisémites et des écrits de A. Ascher qui, en 1961, a soutenu, sans grande vraisemblance, que les marxistes les plus radicaux de la II<sup>e</sup> Internationale, comme Pannekoek et Lensch, auraient été prêts à soutenir l'impérialisme parce qu'ils auraient été convaincus qu'en aggravant les contradictions du système, l'impérialisme hâterait la destruction du capitalisme.

Les vues de Marx et d'Engels sur les problèmes nationaux ne sont intelligibles et cohérentes que si l'on se souvient que ceux-ci, ordonnant leurs idées en fonction d'un système de pensée tout différent de celui de la philosophie du droit naturel, ne pouvaient attribuer aux luttes nationales un caractère positif que dans la mesure où elles renforçaient le mouvement révolutionnaire du prolétariat international. Elles sont trop connues pour qu'on revienne sur l'exposé qu'en fait H. B. Davis. La tentative faite par H. B. Davis pour introduire une distinction entre le développement de la pensée de Marx et celle d'Engels ne manque cependant pas d'intérêt. Alors que Marx, préoccupé par le problème de l'aliénation, aurait très vite opéré, à travers sa critique de la religion et de l'État, un dépassement radical de l'hégélianisme, Engels qui, dans sa jeunesse, avait été fortement marqué par le nationalisme allemand aurait éprouvé quelques difficultés à se libérer de la conception hégélienne assignant à certains peuples un rôle privilégié dans la « réalisation de la raison » cependant que d'autres seraient voués à demeurer privés de toute participation active au développement de l'histoire universelle. C'est à travers ce schéma que Engels pensa les rapports entre Allemands et Slaves du Sud au cours de la révolution de 1848, attribuant aux premiers une fonction de civilisateurs et d'initiateurs du progrès, cependant que les autres se voyaient avec mépris rejetés dans le néant des peuples sans histoire. Il ne convient pourtant pas d'exagérer les différences entre la pensée de Marx et celle d'Engels. Les diatribes d'Engels contre les Slaves du Sud ne furent pas désa-

1. Horace B. DAVIS, *Nationalism and Socialism*, Monthly Review Press, New York et Londres, 1967, 258 p.

## NOTE CRITIQUE

vouées par Marx et celui-ci de son côté ne se départit jamais complètement de l'idée que les Allemands jouaient un rôle civilisateur en Europe Orientale. On ne saurait cependant sérieusement taxer Marx et Engels de nationalisme allemand. Rien ne serait plus facile que de recueillir dans leurs œuvres un véritable florilège d'épithètes fort malsonnantes pour le chauvinisme germanique et les mots féroces dont ils ont accablé les Slaves du Sud et des Balkans ne procèdent pas d'un état d'esprit raciste mais d'une certaine estimation du rapport des forces entre la révolution et la contre-révolution en Europe. Pour eux les Slaves du Sud constituent un réservoir de forces réactionnaires que le despotisme tsariste peut utiliser contre les peuples plus avancés, les Allemands surtout, jusqu'au moment où, les progrès économiques faisant tomber les cloisonnements régionaux, les particularismes de toutes ces ethnies d'Europe danubienne et balkanique, qui ne sont que des survivances locales de barbarie féodale, s'effaceront.

C'est aussi la conviction que l'impérialisme introduira chez les peuples attardés le capitalisme et avec lui le progrès qui détermine l'attitude de Marx et d'Engels au sujet des entreprises de colonisation. Il est bien connu qu'ils ont attribué à la domination britannique aux Indes une fonction positive : celle d'arracher les peuples de l'Inde à l'immobilisme et à l'inertie du despotisme oriental. Alors même qu'ils ne trouvent jamais de mots assez durs pour flétrir les entreprises de l'impérialisme tsariste en Europe, ils approuvent l'expansion russe en Asie centrale car là, estiment-ils, elle introduira une civilisation plus élevée parmi les nomades des steppes. Mais cela ne les empêche pas de dénoncer en maintes occasions les violences et les cruautés dont la domination coloniale accable les peuples assujettis. Lors de la reddition d'Abdel-Kader, Engels considère que l'occupation de l'Algérie par les Français aura pour effet de contraindre les peuples de l'Afrique du Nord à entrer dans une phase de modernisation de leurs activités. Mais lorsqu'en 1857 il est informé des méthodes de pacification que les Français emploient pour exténuer les tribus, il révisé son jugement et il entrevoit que la brutalité de la domination française est en train de faire naître un esprit national parmi les Algériens. Il n'en reste pas moins que quelles que soient leurs raisons, Marx et Engels ont souvent appliqué aux peuples attardés des épithètes qui paraissent aujourd'hui insupportables : les Monténégrins et les Algériens sont qualifiés de « voleurs », les Mexicains de « paresseux », les Chinois se voient attribuer une « stupidité héréditaire » et il n'est pas rare que dans leur correspondance Marx et Engels utilisent le terme de « niggers ».

Les conceptions de Marx et d'Engels sur la question nationale ont cependant été élaborées en fonction d'une certaine situation de l'Europe et du monde et d'une représentation de leur avenir que les années allaient en grande partie invalider. Ni les perspectives d'une internationalisation croissante de la vie économique, qui avaient paru prendre forme avec le triomphe du libre échange, ni celle d'une domination impérialiste, transformant les nations assujetties en pays capitalistes marchant à leur tour vers le socialisme, ne se trouvèrent confirmées et il apparut de plus en plus douteux que le progrès économique qui s'affirmait dans l'empire austro-hongrois puisse conduire à un dépassement de l'hétérogénéité des peuples qui y vivaient et à leur intégration dans une seule nationalité. Le retour au protectionnisme, l'aggravation des rivalités impérialistes, les hésitations d'une fraction importante des partis socialistes et des syndicats à se désolidariser de leur État, la montée du natio-

nalisme des peuples allogènes dans les empires des Habsbourg et des Romanov, etc. remettait graduellement en question la vision marxienne d'un processus historique s'ordonnant primordialement en fonction des antagonismes internationaux de classes. Dans les premières années du xx<sup>e</sup> siècle les théoriciens marxistes se trouvaient contraints de constater que la plupart des considérations à partir desquelles Marx et Engels avaient formulé leur conception du problème des nationalités étaient devenues caduques.

H. B. Davis consacre une partie de son ouvrage à rappeler quels ont été les points de vue adoptés par les différentes tendances du mouvement socialiste au sujet de l'impérialisme, de la colonisation, des problèmes de l'indépendance polonaise, des nationalités de l'Empire austro-hongrois, et il donne une analyse critique des conceptions qui furent alors élaborées par Kautsky, Rosa Luxemburg, Renner, Bauer et des discussions qui les opposèrent les uns aux autres. Mais à cet égard le livre de H. B. Davis apporte peu d'informations et de réflexions nouvelles. Il en va de même en ce qui concerne le pas en avant accompli par les théoriciens du bolchevisme dans leur tentative pour repenser la question nationale dans son ensemble en fonction des changements intervenus à l'époque impérialiste et des exigences d'une stratégie révolutionnaire qui prenait des dimensions mondiales. H. B. Davis souligne à juste titre l'importance nouvelle des questions nationales dans les conceptions léninistes de la révolution mondiale. Mais encore ne convient-il pas de perdre de vue que la révolution théorique que le bolchevisme introduisait dans le système de pensée marxiste n'était pas aussi soudaine qu'il peut paraître : les nouveaux thèmes que les socialistes hollandais et Kautsky lui-même avaient développés entre 1903 et 1912 au sujet de l'impact de l'impérialisme sur les pays colonisés et l'importance nouvelle que prenaient les luttes des peuples assujettis, l'avaient déjà préparée. Le livre de D. Boersmer, que H. B. Davis ignore dans sa bibliographie, et l'ouvrage publié par G. Haupt et M. Rebérioux sur la *II<sup>e</sup> Internationale et l'Orient* contiennent, à cet égard, des mises au point beaucoup plus approfondies que celle de H. B. Davis.

## 2) *La révolution se situera d'abord aux États-Unis.*

Si le marxisme de 1848 et des années qui suivent place l'épicentre de la révolution prolétarienne dans les pays qui, comme l'Allemagne, entrent dans la voie du capitalisme sans être parvenus à accomplir une « révolution bourgeoise », l'optique de Marx et d'Engels se modifie par la suite. Tandis que l'idée que la révolution socialiste surgira d'une transcendance de la révolution bourgeoise inachevée tombe dans l'oubli, du moins jusqu'au moment où Parvus, Trotsky et finalement les bolcheviks la reprendront à leur compte, le marxisme situe désormais l'apparition de la situation révolutionnaire au terme du processus de maturation du capitalisme et de ses contradictions. Dès lors, l'Amérique qui devient à la fois le pays capitaliste le plus avancé du monde et celui où la doctrine de Marx n'a jamais été reprise à son compte par une partie un tant soit peu importante du prolétariat pose aux théoriciens marxistes de délicats problèmes.

R. Laurence MOORE<sup>2</sup>, dans une étude dont on regrette qu'elle n'ait fait

2. R. Laurence MOORE, *European Socialists and the American Promised Land*, Oxford University Press, New York, 1970, 257 p.

## NOTE CRITIQUE

qu'effleurer la période postérieure à 1914, a minutieusement analysé la façon dont les marxistes se sont représentés la société américaine et son devenir et les tentatives qu'ils firent pour rendre compte de l'absence d'un mouvement socialiste de masse aux États-Unis.

Jusqu'à la guerre civile américaine, Marx et Engels considèrent que l'existence des États-Unis est un élément de consolidation du vieil ordre européen qui, contrairement à leur attente, a survécu aux révolutions de 1848. Offrant un vaste marché aux États capitalistes de l'Europe et absorbant les émigrants misérables qui partent vers l'Amérique comme vers une terre promise, les États-Unis atténuent les contradictions internes du développement européen et vident le vieux monde de ses forces révolutionnaires. C'est avec une véritable exaspération que Marx et Engels combattent les illusions que même les milieux radicaux d'Europe entretiennent au sujet de la « libre société » qui doit naître aux États-Unis. Car, pour Marx, l'Amérique ne constituera pas une exception : les États-Unis ne tarderont pas à entrer dans la voie du capitalisme et alors, tandis que la concurrence américaine ébranlera la stabilité de l'Europe, les illusions sur le « paradis américain » s'envoleront. La guerre de Sécession et le vigoureux développement du capitalisme américain qui suit lui apparaissent comme la confirmation de ses pronostics : en 1870 Marx croit pouvoir affirmer que le capitalisme américain, étant sur le point de se situer à la pointe du développement mondial, sera aussi le premier à engendrer la victoire du socialisme.

Cette affirmation cependant ne tardera pas à faire problème. Après la mort de Marx, Engels ne peut que constater que les forces révolutionnaires américaines restent insignifiantes et que l'influence des idées socialistes n'effleure que de faibles minorités. Mais cette situation lui paraît essentiellement transitoire et il ne lui assignera jamais de signification profonde : la conscience de classe du prolétariat américain est simplement en retard. Le manque d'expérience du régime d'oppression dans un pays qui n'a pas eu, comme ceux de l'Europe, à lutter contre l'Ancien Régime, l'hétérogénéité d'un prolétariat d'immigrants qui ne peut pas d'un seul coup surmonter ses divisions culturelles et raciales et surtout l'absence de barrières à la mobilité sociale due à l'expansion vers l'Ouest, rendent compte de ce retard. Mais, en raison même de la rapidité avec laquelle se développe le capitalisme américain, les antagonismes de classes liés à ce monde de production ne tarderont pas à dépasser en violence ceux qu'a connus l'Europe. La conscience de classe des travailleurs américains procèdera par bonds.

Engels disparu, les marxistes européens dont R. L. Moore a largement exploré les écrits, puisqu'il nous fait aussi bien connaître le point de vue de Kautsky que d'aveling, W. Liebnecht, Guesde, P. Louis, Allemane, ou de Mehring et H. Roland-Holst, etc., se borneront le plus souvent à répéter les analyses des fondateurs du « socialisme scientifique » sans y apporter beaucoup d'éléments nouveaux. Polémiquant contre les théoriciens du libéralisme bourgeois qui s'appuient à l'occasion sur l'exemple américain pour soutenir que le capitalisme peut conduire à une société prospère et démocratique, les marxistes multiplient les démonstrations pour prouver que l'Amérique n'échappe pas à leurs schémas doctrinaux : ils soulignent l'importance numérique des couches pauvres de la société des États-Unis, l'énormité des différenciations sociales qui s'y développent ; ils contestent parfois, sans toujours y regarder de trop près, que le niveau de vie réel des travailleurs américains

soit supérieur à celui des ouvriers d'Europe, et surtout ils dénoncent les brutalités et la corruption qui caractérisent souvent la vie sociale et politique des États-Unis pour soutenir que la démocratie n'y est qu'une fiction. Persistant à affirmer que l'Amérique sera le premier pays où surgira le socialisme, ils voient dans la violence des crises que subit l'économie des États-Unis et dans le développement de trusts géants le signe même que le capitalisme d'outre-Atlantique ne pourra plus supporter très longtemps son anarchie constitutive et s'achemine inexorablement vers une prochaine catastrophe. En 1895, Allemane s'enhardit même jusqu'à affirmer que la décadence du capitalisme américain a commencé.

Pourtant, les années passent, le capitalisme américain poursuit son expansion sans cependant ruiner les économies européennes et le socialisme ne parvient pas à devenir une force politique réelle aux U.S.A. Mais on cherche en vain un effort, même chez les théoriciens les plus réputés, pour repenser les problèmes que posent l'Amérique. La perspective d'une révolution américaine qui est simplement déduite de l'état avancé du développement du capitalisme des U.S.A. n'est plus qu'une formule dogmatique qui sera rituellement répétée jusqu'en 1914. Les marxistes américains eux-mêmes ont pour la plupart partagé cette illusion, bien que certains socialistes du Nouveau Monde — J. London, G. Herron — aient parfois, sombrant dans un pessimisme extrême, imaginé l'avenir de l'Amérique, non pas sous les couleurs du socialisme, mais au contraire d'une dictature effrénée et terrifiante du grand capital.

Les révisionnistes européens sont-ils parvenus mieux que les marxistes à appréhender la réalité américaine ? Ayant rejeté les conceptions catastrophistes des orthodoxes et souligné les capacités d'adaptation du capitalisme, ils n'étaient pas tenus, comme eux, de prouver que la classe dirigeante américaine repousse le prolétariat dans une situation sans issue, ni enclins à voir dans chaque crise de l'économie américaine le signe de son écroulement prochain. Mais, d'un autre côté, leur vision d'une transformation graduelle du capitalisme en socialisme ne cadrerait pas davantage que celle des marxistes avec l'évolution sociale des U.S.A. Les syndicats américains luttèrent pour améliorer la condition du prolétariat dans le cadre du capitalisme mais ils restaient étrangers à l'idée que leur lutte avait « un but final socialiste », et les révisionnistes ne parvenaient pas à expliquer pourquoi les masses américaines restaient, dans leur écrasante majorité, aussi imperméables au socialisme réformiste qu'aux idéologies révolutionnaires.

C'est le bolchevisme qui mettra fin aux représentations stéréotypées que les marxistes se sont faites de l'Amérique. Avec le thème du « maillon le plus faible de la chaîne impérialiste », la liaison mécanique que les théoriciens de la II<sup>e</sup> Internationale établissaient entre le degré de développement du capitalisme et la maturation des conditions de la révolution se trouve rompue. Les U.S.A. cessent d'être considérés comme étant « nécessairement » le pays le plus proche de la révolution et, entre 1924 et 1926, dans des textes que les éditions Anthropos<sup>3</sup> viennent de publier à nouveau avec une préface de P. Naville qui en souligne vigoureusement la portée, L. Trotsky inverse même les positions traditionnelles du marxisme. L'affaiblissement du capitalisme

3. L. TROTSKY, *Europe et Amérique. Où va l'Angleterre ?*, Paris, Éd. Anthropos, 1971, 246 p.

## NOTE CRITIQUE

européen consécutif à la guerre fait des U.S.A. la citadelle du capitalisme mondial et le capital américain, disputant la suprématie à l'impérialisme britannique sur le déclin, se prépare à vassaliser l'Europe et à donner naissance à une superpuissance mondiale qui ne pourra pas être défaite par le mouvement révolutionnaire avant que ne se soit formé un bloc des États-Unis socialistes d'Europe appuyé sur les nations socialistes d'Asie. A bien des égards la pensée de Trotsky apparaît ici, non pas certes comme prophétique, mais comme anticipatrice : si *Europe et Amérique* contient un grand nombre de pronostics erronés on ne peut qu'être frappé de la clairvoyance avec laquelle Trotsky avait, avec vingt ans d'avance, analysé certains des aspects de la redistribution des forces qui se préparaient au sein du monde capitaliste. Pourtant Trotsky ne devait pas maintenir jusqu'à la fin de sa vie ses perspectives des années vingt qui promettaient aux U.S.A. le rôle de dernier bastion du capitalisme. Lorsque le fascisme s'étendit et se consolida en Europe, il reporta ses espoirs vers les États-Unis. La violence de la crise américaine, à laquelle il ne croyait pas que le New-Deal pût apporter un remède, lui paraissait témoigner de la banqueroute complète du système capitaliste et, encouragé par l'audience que sa critique du stalinisme rencontrait dans les milieux radicaux des U.S.A. le « prophète désarmé » caressa le rêve démesuré de retrouver sa puissance perdue dans une Amérique bolchevisée : grâce au degré élevé du niveau économique et technologique dont elle hériterait du capitalisme, la révolution américaine résoudrait les problèmes qui étaient restés insolubles dans la Russie arriérée et le processus mondial de la marche vers le socialisme prendrait un départ nouveau et décisif.

### 3) P. Struve : la Russie ne constituera pas une exception

Tandis que les études sur le bolchevisme foisonnent, les autres courants du marxisme russe sont souvent quelque peu négligés par les historiens. On n'en lit qu'avec plus d'intérêt l'ouvrage fort érudit que R. PIPES<sup>4</sup> a consacré à P. Struve.

P. Struve avait adhéré au marxisme au moment où commencent entre les populistes et la nouvelle génération révolutionnaire, groupée autour de Plekhanov, les controverses concernant l'avenir de la Russie. Après plusieurs voyages à l'étranger au cours desquels il devore avec une belle ardeur les œuvres de Marx et d'Engels et de leurs continuateurs mais aussi les écrits des néo-kantiens et divers ouvrages de sociologie allemande, il devient très vite un personnage important dans l'intelligentsia révolutionnaire russe. Dès ses premiers écrits, Struve défend l'idée que le développement du capitalisme est inévitable en Russie et d'ailleurs nécessaire pour que l'histoire russe puisse s'ouvrir sur un avenir de progrès et, déjà, le souci de souligner les côtés positifs du capitalisme le conduit à atténuer les critiques que les socialistes adressent généralement à ce mode de production. Cet aspect de sa pensée se précise lorsqu'il polémique avec le populiste Nikolaïon (Danielson) au sujet des origines de la famine que subissent les campagnes russes en 1891-1892. Là où Danielson voit la preuve que le capitalisme, incapable de se développer complètement en Russie, s'abattrait comme une malédiction sur les masses russes auxquelles il n'apportera qu'une misère croissante, Struve

---

4. R. PIPES, *Struve. Liberal on the left, 1870-1905*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1970, 415 p.

voit le signe qu'à travers même le surcroît de malheur qui accable les paysans, le progrès est en route. Les famines, explique-t-il, ne traduisent que le niveau insuffisant de développement du capitalisme russe. La persistance de la communauté agraire et le retard des techniques agricoles, qui entravent l'essor du capitalisme, retiennent dans les villages plus de gens que la terre ne peut en nourrir. Mais à une étape ultérieure de son développement, le capitalisme conduira à un relèvement du niveau de vie : en attirant les paysans vers les villes où ils deviendront des prolétaires achetant des produits agricoles, le capitalisme résorbera la surpopulation et la misère rurale. Dans cette perspective les famines elles-mêmes se voient assigner un rôle positif : en intensifiant l'exode rural elles seront un facteur d'accélération du développement capitaliste et des progrès dont ce mode de production est porteur.

Les populistes furent scandalisés par cette froide dialectique qui légitimait au nom de l'avenir les pires souffrances des masses ; et il est certain que ni Plékhanov ni Lénine, bien qu'ils aient soutenu un point de vue assez analogue à celui de Struve sur l'avenir de la Russie, ne trouveront jamais de pareils accents pour célébrer le caractère progressif du capitalisme. En fait, Struve, qui était sous l'influence des néo-kantiens, de Brentano et des Fabiens, diffusait un marxisme qu'il avait à demi expurgé de ses côtés révolutionnaires. Il n'était pas pour autant une sorte de révisionniste avant l'heure mais plutôt un kautskyste poussant jusqu'à l'extrême et à la déformation les thèses du marxisme orthodoxe qu'il appliquait à la Russie. Ne doutant pas que la Russie fût une future Amérique — l'immensité de ses ressources et de ses marchés intérieurs en ferait, pensait-il, une des grandes puissances capitalistes du globe —, il situait l'avènement du socialisme en Russie dans une perspective lointaine, au terme d'une longue période de maturation du système capitaliste.

Mais Struve était un esprit peu orthodoxe et son admiration pour la culture occidentale dont il s'informait avec une insatiable curiosité lors de ses voyages en Europe le portait vers l'éclectisme et vers une attitude critique envers la théorie marxiste elle-même. En 1895 il entreprend l'étude des écrits de jeunesse de Marx, ou du moins de ceux qui étaient alors accessibles, et il publie une série d'essais sur la biographie intellectuelle de Marx dans lesquels il souligne l'importance de l'influence qu'a exercée sur le fondateur du « socialisme scientifique » l'humanisme idéaliste de Feuerbach dont il prétend retrouver les traces jusque dans *Le Capital*, en particulier dans l'analyse du fétichisme de la marchandise. A une époque où les marxistes, les Russes surtout, avaient tendance à considérer la doctrine de Marx comme un bloc intangible, cette incursion dans la genèse de la théorie ne manquait pas d'originalité.

C'est cette liberté d'esprit qui allait conduire Struve à prendre la défense de Bernstein malgré les réserves qu'il avait d'abord faites sur les thèses qu'avait développées celui-ci : Struve reprochait à Bernstein de s'être contenté d'amputer le marxisme de certaines de ses affirmations, alors qu'il aurait fallu, pensait-il, procéder à une critique générale de la théorie marxiste jusque dans ses présuppositions philosophiques. Mais les attaques rageuses de Plékhanov contre Bernstein l'exaspérèrent : il y vit la marque d'un dogmatisme fanatique de vieux croyant défendant ses certitudes menacées, et même les critiques que Parvus et R. Luxembourg adressèrent aux révisionnistes lui parurent mal fondées et faiblement convaincantes.

S'étant persuadé que la théorie socialiste ne pouvait plus exprimer la réalité de manière adéquate sans qu'on y intègre les apports de la philosophie



## NOTE CRITIQUE

néo-kantienne et des économistes marginalistes, il propose enfin, à partir de 1899, sa propre révision du marxisme. Sa critique la plus ingénieuse porte sur la théorie de la révolution telle qu'elle se trouve exposée dans la *Critique de l'Économie politique* et qui fait des contradictions qui se développent entre le mode de production et les superstructures le moteur du bouleversement révolutionnaire des sociétés. Une telle conception, argumente Struve, est incohérente et contraire aux principes mêmes du matérialisme historique. Si comme l'affirme Marx, les superstructures sont déterminées par le mode de production il ne peut pas y avoir de contradiction absolue entre ces deux niveaux du processus historique. Il y a, au contraire, en même temps qu'une discordance entre le mode de production et les superstructures une adaptation constante de ces dernières au système productif qui les détermine, et l'accumulation de contradictions assez violentes pour conduire à une mutation révolutionnaire de l'ordre social est inconcevable. A partir de là, Struve élabore une vision de l'avenir social qui, dans ses traits essentiels, est assez peu différente de celle des révisionnistes allemands : le socialisme naîtra d'une adaptation graduelle du système capitalisme qui s'accomplit à mesure que celui-ci évolue vers son stade de maturité, et dans cette perspective l'idée d'une crise révolutionnaire aboutissant à la dictature du prolétariat devient un non-sens.

Malgré tout ce qui le séparait désormais des marxistes, Struve n'entendait pas davantage que Bernstein rompre avec les sociaux-démocrates : il était persuadé que les incohérences qu'il pensait avoir fait apparaître dans le système marxiste deviendraient bientôt si aveuglantes que le courant qui se réclamait de Marx ne tarderait pas à se décomposer de lui-même. Il est plus curieux de constater que la plupart des marxistes russes, et Lénine lui-même, ne songèrent pas immédiatement à interrompre leur coopération avec Struve. Lénine, d'abord mal informé des théories révisionnistes et d'ailleurs peu enclin à se lancer dans des controverses théoriques détachées des problèmes pratiques, était encore tout occupé de la lutte contre les populistes et bien plus alarmé par l'« économisme » que par les débats généraux sur le sens du néo-kantisme et du marginalisme. Mais tout changea lorsque Lénine comprit quelles étaient les implications politiques du révisionnisme russe. Dénoncé comme un renégat du marxisme, Struve entama une évolution qui allait le conduire en 1905 à cesser de se considérer comme un socialiste et à se rallier au libéralisme.

#### 4) *A. Gramsci. Les conditions particulières de la révolution en Occident.*

Si, des mencheviks aux révisionnistes, tout un courant du marxisme russe sous-estimait l'originalité du processus historique de la Russie, le bolchevisme tomba souvent, après la victoire de la révolution, dans le travers inverse : la direction du Komintern prétendit alors faire des méthodes d'action du bolchevisme un modèle universel et traita sans ménagements les marxistes qui s'attachaient à souligner que la pratique révolutionnaire dans les pays occidentaux devait être adaptée aux fortes particularités de ces pays. Des préoccupations souvent assez voisines existèrent dans le système de pensée de A. Gramsci que J. M. PIOTTE <sup>5</sup> a reconstitué en utilisant en particulier les « quaderni del carcere » écrits par le captif de Mussolini entre 1929 et 1935.

---

5. J. M. PIOTTE, *La pensée politique de Gramsci*, Paris, Anthropos, 1970, 302 p.

Gramsci fut en effet un des rares communistes capables de conserver une certaine indépendance vis-à-vis de l'interprétation léniniste du marxisme, ce qui le conduisit à occuper, dit J. M. Piotte, une position intermédiaire entre le « dirigisme politique » de Lénine et le « spontanéisme révolutionnaire de R. Luxembourg ». Une des préoccupations fondamentales de Gramsci fut de clarifier le problème de la formation de la conscience de classe et de son rôle dans le mouvement révolutionnaire. Réagissant contre l'« économisme » du marxisme vulgaire qui avait dominé la pensée officielle de la II<sup>e</sup> Internationale et ne prisant guère la façon dont Boukharine et l'école de Deborine traitaient les problèmes du matérialisme historique, Gramsci, qui était tout imprégné de la pensée crocienne, a saisi la cristallisation de la conscience de classe comme le produit de l'action des « intellectuels organiques ». Il entend par là divers éléments — théoriciens et idéologues, dirigeants politiques, organisateurs et militants des partis, membres des différents rouages de l'appareil d'État ou des organismes culturels, etc. — qui, étant liés à une classe mais non pas englués en elle, ont pour fonction d'épurer de ses aspects hétéroclites et inadéquats la conception du monde que produit cette classe et d'assurer son hégémonie politico-idéologique, ou plutôt politico-culturelle, sur les autres catégories sociales. La bourgeoisie des divers pays a eu ses intellectuels organiques qui ont ouvert la voie à son ascension et organisent sa domination. Le prolétariat a les siens : ce sont, qu'ils soient des ouvriers manuels ou des théoriciens et des dirigeants, les militants du parti révolutionnaire qui, en diffusant le marxisme, imprègnent le prolétariat de la vision du monde adéquate à sa situation et à ses intérêts historiques. Dans cette perspective, il n'y a pas de corrélation nécessaire entre les situations du prolétariat pris dans le devenir contradictoire du capitalisme et le jaillissement de la conscience de classe révolutionnaire. Celle-ci n'est pas donnée par le processus de la société capitaliste, elle est une conquête de l'intelligence créatrice et de la lucidité des intellectuels organiques et, en retour, elle devient, par l'action militante, une force opérante. A partir de là, Gramsci peut prendre ses distances aussi bien par rapport au « déterminisme économiste » de la social-démocratie que par rapport au luxembourgeoisisme : en assignant à l'histoire du capitalisme des perspectives catastrophiques, l'eschatologie luxembourgeoise conduit à négliger le rôle de découvreur et d'organisateur de la conscience de classe qui incombe au Parti et le surgissement de la conscience révolutionnaire est finalement conçu comme le produit automatique et en quelque sorte miraculeux de la crise objective vers laquelle l'impérialisme doit nécessairement s'acheminer en développant l'accumulation. Pourtant, même lorsque Gramsci dénonce la misère théorique du spontanéisme et qu'il décrit le Parti révolutionnaire en utilisant une terminologie militaire, — les dirigeants du Parti sont des capitaines et les militants de base des soldats entre lesquels s'interposent des caporaux qui instruisent les troupes mais en même temps informent les sommets et par là-même les influencent —, sa pensée ne se confond pas avec celle de Lénine. La fonction du Parti n'est pas en effet d'apporter de l'extérieur la conscience révolutionnaire au prolétariat mais d'exprimer et de transformer la conscience des masses à partir de la compréhension de leurs aspirations et de leur mouvement. A défaut, le Parti glisse vers le bureaucratisme c'est-à-dire vers l'établissement d'un rapport purement autoritaire et hiérarchique avec le prolétariat impliquant que la théorie et la pratique sont conçues a priori et séparément de ce que font et pensent les travailleurs. La pensée de

## NOTE CRITIQUE

Gramsci diffère encore de celle de Lénine par l'utilisation qui y est faite du concept d'hégémonie : la lutte pour rendre le prolétariat apte à la conquête du pouvoir n'a pas qu'une dimension politique ; elle implique aussi que soient « révolutionnés » le système de valeurs, l'éthique et la culture du prolétariat et des couches qui, comme la paysannerie, sont appelées à se rallier à lui au cours du processus révolutionnaire.

Comme les « marxistes occidentaux » Gramsci, en effet, a été frappé par la dissimilitude existant entre les structures sociales de l'Europe orientale et celles des pays avancés et c'est pourquoi il se refuse à admettre que la stratégie qui assura le succès des bolcheviks en Russie puisse être appliquée dans les pays industrialisés. Alors qu'en Russie le pouvoir de la bureaucratie tsariste qui planait au-dessus d'une société de paysans atomisés pouvait être abattu d'un seul coup, le corps social des pays occidentaux est beaucoup plus différencié et le pouvoir n'y résulte pas tant de la force de l'appareil d'État que de l'existence d'un réseau complexe et très articulé d'organismes qui entretiennent l'hégémonie idéologique de la bourgeoisie et lui permettent de se subordonner les masses. C'est pourquoi la classe dirigeante ne peut pas être atteinte directement par un coup porté au seul niveau de l'État. La préparation de la révolution est au contraire une œuvre de longue haleine au cours de laquelle le prolétariat, à partir de ses luttes élémentaires, prend conscience de son rôle de créateur d'une nouvelle civilisation, puis, détachant les masses de leur adhésion aux idéologies traditionnelles pour leur faire accepter ses idéaux, arrache la direction de la société à la bourgeoisie. C'est alors seulement que la bourgeoisie n'étant plus dirigeante mais simplement dominante, les conditions de l'action révolutionnaire arrivent à maturité. Bien plus que le « moment militaire » de la conquête du pouvoir c'est l'affirmation de l'hégémonie idéologique du prolétariat qui est l'étape décisive du processus révolutionnaire, la notion d'idéologie recevant d'ailleurs dans le marxisme de Gramsci un contenu assez particulier puisqu'elle englobe à la fois une vision du monde, une éthique, une culture et une sensibilité.

J. M. Piotte qui montre à l'occasion ce qui différencie Gramsci des autres marxistes italiens et étrangers a cependant quelque peu négligé certains côtés de la pensée de celui-ci : on n'apprend en particulier qu'assez peu de choses sur la façon dont Gramsci interpréta le fascisme. D'une manière générale d'ailleurs l'ouvrage de J. M. Piotte souffre d'une absence à peu près complète de dimension historique : la pensée de Gramsci est traitée comme un système presque intemporalisé dont J. M. Piotte reconstitue l'agencement interne en négligeant de montrer comment il a évolué sous l'effet des événements italiens et internationaux. Une telle conception ne s'applique pas sans dommage à la pensée d'un théoricien marxiste, car précisément de tels hommes sont exceptionnellement sensibles aux événements et attentifs à remanier leur représentation des choses en fonction du mouvement historique et des situations nouvelles qu'il fait surgir.

### 5) *Les erreurs « économistes » du Komintern.*

Le fascisme est un des phénomènes du monde contemporain dont le marxisme eut le plus de difficultés à rendre compte. Sociaux-démocrates et léninistes — on pourrait y ajouter les représentants des diverses fractions de l'«ultra-gauche» — furent également désemparés par son apparition et

tout d'abord incapables de définir la signification de ce nouveau type de dictature et de la situer dans le devenir historique de la société capitaliste.

N. POULANTZAS<sup>6</sup> revient sur les problèmes que firent surgir les dictatures italiennes et allemandes dans un livre qui n'est pas à proprement parler une étude historique encore que ses notes bibliographiques témoignent d'une très sérieuse information du sujet. L'ouvrage de Poulantzas est par bien des côtés irritant : la clarté de ses développements n'est pas toujours évidente et la langue regrettamment encombrée de tout un jargon politico-philosophique ne facilite pas la lecture de pages souvent trop denses. Le procédé d'exposition d'ailleurs est déroutant : N. Poulantzas commence par poser des propositions générales qui sont ensuite seulement appuyées par des exemples empruntés au fascisme italien et allemand, ce qui donne à son livre un aspect abrupt et souvent aussi une apparence dogmatique.

Il n'empêche que l'ouvrage de N. Poulantzas contient une foule de notations qui aiguïsent la réflexion non pas tant d'ailleurs sur la nature du fascisme et les conditions de son développement que sur l'incapacité où s'est trouvé le mouvement ouvrier d'organiser une riposte aux entreprises des bandes noires ou brunes. Cette incapacité ne procède pas seulement d'erreurs initiales d'appréciation devant un mouvement dont la nouveauté et la spécificité étaient mal comprises. N. Poulantzas donne, il est vrai, un assez bel échantillonnage des erreurs commises par les marxistes, les Italiens en particulier, au sujet du triomphe de Mussolini : Terracini ne voyait dans la marche sur Rome qu'une crise ministérielle passagère et Bordiga assurait que l'accès au pouvoir des fascistes ne constituait qu'« un changement du personnel gouvernemental de la bourgeoisie ». Si Clara Zetkin avait, dès 1923, compris que la dictature fasciste, en raison de sa base sociale de masse, risquait de se révéler beaucoup plus stable que ne le croyaient alors les révolutionnaires, ceux-ci, pour la plupart, assimilaient les *fascio* aux organisations contre-révolutionnaires de type traditionnel telles que les gardes blancs de la guerre civile russe. Mais cette sous-estimation des possibilités qu'avait le mouvement fasciste de restructurer de manière globale le système capitaliste ne s'explique à son tour que par la représentation que les marxistes de la III<sup>e</sup> Internationale se faisaient de la période historique dans laquelle était entré le capitalisme.

Oubliant les analyses de Lénine pour lequel une stratégie révolutionnaire correcte faisait converger vers un même but la lutte des classes et des peuples opprimés, constituant l'élément décisif dans le processus des destructions de l'impérialisme, le Komintern était retombé dans une conception « économiste » et catastrophique du développement capitaliste. Étouffé par ses contradictions économiques le capitalisme, assurait-on à Moscou, était voué à un effondrement inévitable et cette représentation des choses conduisait les dirigeants du Komintern à réduire la lutte des classes à un effet unilatéralement déterminé de la décadence et de la crise du régime. Dans cette perspective, la montée du fascisme ne pouvait être comprise que comme la réaction désespérée de la bourgeoisie contre l'écroulement menaçant de son système ; elle était le signe même de la faiblesse du capitalisme aux abois. L'accès au pouvoir des hitlériens eux-mêmes ne dérangera pas tout d'abord cet optimisme : miné

6. N. POULANTZAS, *Fascisme et dictature. La III<sup>e</sup> Internationale face au fascisme*, Paris, Éd. Maspero, 1970, 402 p.

## NOTE CRITIQUE

par les contradictions du capitalisme le pouvoir nazi ne serait pas durable, de sorte que le prolétariat allemand n'ayant subi aucune défaite, l'accès de Hitler à la chancellerie du Reich n'était qu'un épisode qui n'interrompait pas la marche en avant de la révolution en Allemagne.

Expliquer les succès du fascisme par les « erreurs économistes » du Komintern — il faudrait y ajouter celles de la II<sup>e</sup> Internationale qui bien que toutes différentes n'en furent pas moins décisives dans la mesure où les partis social-démocrates gardaient une large influence sur les masses — conduit cependant à s'interroger sur les déterminations de ces erreurs. N. Poulantzas, qui met en doute la validité des explications que des historiens comme I. Deutscher et P. Broué ont fournies de la politique du Komintern et de ses virages, n'a pas esquivé la question. Mais il se borne à invoquer à ce propos la renaissance d'une « bourgeoisie soviétique » sans apporter d'explications bien convaincantes à l'appui d'une idée aussi aventureuse, et il abandonne au bout de quelques pages le redoutable problème de la nature sociale du régime stalinien qui pourtant commande toute explication de la politique du Komintern. C'est la faiblesse la plus manifeste d'un livre dont on ne saurait par ailleurs sous-estimer l'intérêt.

## II. Le marxisme et les transformations du capitalisme

Les différenciations qui se sont produites au sein du marxisme ont été commandées, en même temps que par des problèmes stratégiques, par des analyses fort dissemblables du système capitaliste. De la crise qu'inaugure en 1898 l'apparition des théories « révisionnistes » jusqu'à nos jours, les représentations que les marxistes se sont faites du capitalisme sont devenues de plus en plus divergentes. Les transformations qui depuis la crise de 1929 et la guerre se sont accusées dans les économies et les sociétés capitalistes ont fait éclater sur bien des points les carences des analyses marxistes. Il y a eu pourtant, et il y a actuellement, coexistant avec de mornes répétitions dogmatiques, des efforts d'élucidation parfois exceptionnellement vigoureux.

### 1) *Un grand classique enfin publié en français.*

La hauteur de vue à laquelle étaient parvenus certains des grands théoriciens de la II<sup>e</sup> Internationale apparaît à la lecture du *Capital financier*<sup>7</sup>, un très grand livre que publient pour la première fois en langue française les Éditions de Minuit avec une substantielle et éclairante introduction d'Y. Bourdet. Celui-ci a en outre reconstitué la biographie d'HILFERDING en s'efforçant d'élucider le problème de sa disparition : arrêté le 8 février 1941 par la police de Vichy, Hilferding fut livré à la Gestapo et mourut quelques jours après à la prison de la Santé sans qu'il soit possible de savoir s'il se suicida pour échapper aux sévices des nazis ou s'il fut assassiné. L'importance du *Capital financier*, qui parut à Vienne en 1910, ne peut être mesurée que si l'on re-situe cet ouvrage dans le contexte des problèmes qu'avait alors à affronter le marxisme. Tandis que les révisionnistes faisaient subir à la doctrine de Marx,

---

7. R. HILFERDING, *Le Capital financier*, Paris, Éd. de Minuit, 1970, 498 p.

ou du moins à certains des résultats auxquels Marx était parvenu, une contestation parfois pertinente, Katusky et les « orthodoxes » défendaient pied à pied l'intégralité des thèses de Marx. Mais, quelque douze ans après les premières attaques de Bernstein, on ne pouvait plus se dissimuler que les adversaires du révisionnisme avaient surtout défendu une orthodoxie formelle qui, toute percluse de citations, trahissait l'esprit du marxisme à force de vouloir en respecter la lettre : le développement du mode de production capitaliste avait, depuis la parution du *Capital*, bouleversé l'univers social et historique et, si l'on pouvait trouver dans les textes de Marx et Engels de nombreuses indications anticipatrices, elles ne suffisaient certainement pas à rendre compte des transformations fondamentales qui s'étaient produites dans les structures, le fonctionnement et la dynamique du monde capitaliste. C'est parce qu'elle ne se situe ni dans le camp des révisionnistes ni dans celui des orthodoxes que l'entreprise d'Hilferding est novatrice : il ne s'agit pour lui ni de répéter Marx ni de détruire son système à partir de la réfutation de quelques résultats de ses analyses, mais d'utiliser ses méthodes d'investigation pour parvenir à l'intelligence de la nouvelle physionomie du capitalisme.

S'il n'est pas tout à fait exact, ainsi que le montre Y. Bourdet de dire que le *Capital financier* peut être considéré comme le quatrième livre du *Capital*, l'ouvrage d'Hilferding n'en représente pas moins un effort d'une puissance exceptionnelle pour comprendre « les développements récents du capitalisme ». On sait que Lénine, qui utilisa largement le livre d'Hilferding pour élaborer sa propre théorie de l'impérialisme, tenait le *Capital financier* pour un des ouvrages les plus importants de cette époque. Aujourd'hui, quelques-uns des thèmes développés dans le *Capital financier*, ceux qui en particulier furent repris par Lénine et vulgarisés par le marxisme soviétique, apparaissent presque comme des banalités. Ainsi en va-t-il pour l'analyse de la formation du capital financier comme résultat des liaisons entre le capital bancaire et industriel, pour l'étude des transformations que les cartels et les trusts introduisent dans le processus de la concurrence, ou encore pour la mise à jour des relations entre la formation des monopoles, le développement de l'exportation des capitaux et l'impérialisme.

Mais il y a des aspects moins connus du livre d'Hilferding qui, plus d'un demi-siècle après la première édition du *Capital financier*, attirent nécessairement l'attention du lecteur par leur côté anticipateur. Il s'agit en particulier des pages où Hilferding, décrivant le processus de séparation de la propriété et de la fonction capitaliste qui s'opère dans les grandes entreprises avec l'apparition de nouvelles catégories de dirigeants et d'organiseurs de la production distinctes de la bourgeoisie proprement dite, esquisse déjà le thème de la bureaucratisation du capitalisme. Il s'agit aussi des passages où il entrevoit que l'action de l'État peut conduire à une rationalisation du fonctionnement de l'économie, comme aussi des vues qu'il développe sur les débuts d'un processus de concentration supranationale du capital auxquelles l'ampleur prise par ce phénomène au cours des dernières décennies donne rétrospectivement un singulier relief. Qu'on ne s'attende pas pourtant à trouver dans le *Capital financier* les clefs d'une compréhension du capitalisme actuel. Le livre d'Hilferding a été écrit dans le contexte d'un monde capitaliste qui est sans doute plus éloigné et différent du nôtre que celui auquel les théoriciens marxistes du début du siècle se trouvaient confrontés ne l'était déjà du capitalisme analysé par Marx.

## NOTE CRITIQUE

### 2. *Un marxisme d'hier dans le monde d'aujourd'hui.*

Le *Traité marxiste d'économie politique*<sup>8</sup> que publient les Éditions sociales a au moins un mérite : abandonnant les vieilles analyses centrées sur le dogme de la « deuxième phase de la crise générale du capitalisme », il s'efforce de rendre compte du redressement que ce système, qu'on disait naguère condamné à bref délai, a réussi à opérer depuis la Deuxième Guerre mondiale. On ne s'attardera pas sur l'explication qui en est donnée puisqu'elle avait été pour l'essentiel formulée en 1966 par P. Boccara dans la revue *Économie et Politique* et que nous en avons, ici même, souligné l'intérêt : après avoir été surmontée par la politique impérialiste et l'exportation des capitaux, la suraccumulation est aujourd'hui compensée par le financement public ou parapublic de la production. Le *Traité marxiste d'économie politique* décrit longuement les modalités particulières de ce financement dont le développement caractérise le passage au capitalisme monopoliste d'État. Il s'agit dans tous les cas de faire en sorte que les capitaux publics, tout en participant à la création de richesses, n'en retirent que des profits faibles ou inexistants, ce qui équivaut à une dévalorisation constante d'une partie du capital social. L'État devient ainsi à la fois l'instrument de la concentration monopoliste du capital qui progresse rapidement et l'organe indispensable de la poursuite de l'accumulation.

Qu'il s'agisse de décrire la façon dont sont utilisés les secteurs nationalisés et les organismes publics de crédit, l'orientation de la fiscalité, l'action de l'État en matière de politique salariale, etc., le *Traité* témoigne souvent d'une connaissance sérieuse de l'économie française. En y regardant de très près on peut cependant chicaner les auteurs sur quelques détails : on est, par exemple, surpris d'apprendre que le budget français absorbe 35 % du revenu national, que les entreprises nationalisées sont déficitaires, car ce n'est plus toujours le cas aujourd'hui. Mais surtout, on est tenté de faire des réserves sur plusieurs des aspects fondamentaux de l'ouvrage. La société française, en particulier, est appréhendée à travers de vieux schémas empruntés au marxisme du début du siècle qui ne peuvent plus rendre compte des réalités sociales contemporaines. Les auteurs soulignent avec raison l'ampleur que prend en France le processus de décomposition des classes moyennes traditionnelles et la multiplication des catégories d'intellectuels salariés. Il est également possible de les suivre lorsqu'ils décrivent les effets de la mécanisation du travail des bureaux sur la condition des employés et le niveau de leur rémunération. On peut encore admettre avec eux que l'évolution technologique, et l'extension des mécanismes de régulation automatique de la production dans les entreprises modernes, entraînera une réduction de l'importance des catégories qui, surveillant le travail d'autrui, sont liées au régime existant par leur fonction de collecteurs de plus-value. Mais il est parfaitement abusif, en s'appuyant sur le seul exemple de la France, de poser que la classe ouvrière proprement dite continue à s'accroître dans les sociétés modernes en se bornant à indiquer que l'automation peut un jour apporter certaines limites à ce processus. Ainsi que chacun sait, aux U.S.A., le prolétariat au sens strict du terme, n'a pas seulement cessé de croître, il a au cours des dernières années sensiblement diminué. Pour autant que le capitalisme américain soit l'image de l'avenir

---

8. *Traité marxiste d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'État*, Paris, Éd. sociales, 1971, 2 volumes, 445 et 447 p.

des autres pays capitalistes — et si ce n'est pas exact il faudrait expliquer pourquoi — il y a là, pour le marxisme, un très sérieux problème qui ne peut pas être esquivé.

La description des catégories dirigeantes de la société française paraît de son côté passablement simplificatrice. Les auteurs récusent en quelques lignes tous les travaux qui ont montré la prolifération dans les sociétés modernes des couches bureaucratiques et techno-bureaucratiques et souligné le rôle central que celles-ci jouent désormais dans l'organisation du processus productif et du fonctionnement global de l'économie, pour affirmer finalement que la société est actuellement dominée par une étroite minorité de capitalistes monopoleurs qui exploitent toute la nation et sont de plus en plus isolés. On ne peut s'empêcher de se demander comment un régime ayant des structures de domination aussi fragiles est parvenu et parvient encore à durer. Mais il est évident que le vieux marxisme nous parle ici d'une société qui n'existe plus.

On s'aperçoit d'ailleurs assez vite en parcourant ce traité que la critique qu'il fait du capitalisme est par bien des côtés désuète et souvent en porte à faux. Ainsi en va-t-il toutes les fois que cette critique se concentre sur la propriété privée des moyens de production qui se trouve ici présentée comme l'essence même du capitalisme et le lieu d'origine de toutes ses contradictions. Or, pour quiconque réfléchit en utilisant les catégories marxistes tout en se moquant des orthodoxies vieilles de cinquante ans ou davantage, il est évident que l'appropriation de la plus-value et l'exploitation du travail ne résultent pas seulement aujourd'hui de la propriété d'un capital. Dans les sociétés modernes, une proportion croissante de plus-value est accaparée par les couches bureaucratiques ou technobureaucratiques non pas au titre de la propriété mais en raison des fonctions accomplies par ces couches, et cette plus-value se trouve incluse et dissimulée dans leurs hautes rémunérations salariales. Le mode d'appropriation spécifiquement bourgeois de la plus-value n'a pas pour autant disparu et il est certainement inexact de considérer que la classe des propriétaires privés de capitaux comme étant simplement résiduelle. Mais il n'en est pas moins vrai que la seule suppression de la propriété privée capitaliste ne suffirait pas à faire disparaître l'accaparement de la plus-value et l'exploitation du travail. Assimiler étatisme et socialisme fait aujourd'hui surgir une foule de problèmes qu'on ne saurait délibérément ignorer. De surcroît, il ne paraît pas convaincant de relier la tendance à la chute du taux de profit à la seule existence d'un système axé sur la propriété privée. La baisse tendancielle du taux de profit exprime un rapport entre l'accumulation, l'élévation de la composition organique du capital et le développement de la productivité. On voit mal pourquoi elle cesserait de se manifester du seul fait que la propriété publique des grands moyens de production succéderait à celle des capitalistes privés. Si, dans la phase contemporaine du développement technologique, la productivité est de moins en moins individuelle et de plus en plus déterminée par des indices techniques et organisationnels, son développement n'en est pas moins étroitement dépendant de l'adhésion active du producteur collectif aux objectifs de la production. L'expropriation de la bourgeoisie et le passage à la propriété d'État ne suffisent pas à assurer durablement cette adhésion. L'exemple des pays de l'Est, de la Tchécoslovaquie notamment où la crise de la productivité du travail atteint à ses sommets, suffirait à le prouver.



## NOTE CRITIQUE

### 3) *Une analyse originale des contradictions du capitalisme contemporain.*

Dans un livre d'une densité de pensée assez exceptionnelle P. MATTICK<sup>9</sup> s'attaque à l'opinion très couramment répandue selon laquelle le marxisme ne serait plus capable de rendre compte des réalités contemporaines du capitalisme. P. Mattick, qui soumet les théories keynesiennes à une critique très serrée, fait par ailleurs ressortir que bon nombre de marxistes actuels se sont laissés entraîner vers une altération keynesienne des conceptions de base que Marx avait développées sur le devenir du capitalisme. Il s'agit des réformistes, car par bien des côtés Bernstein anticipait Keynes, mais aussi de tous ceux qui, admettant que, dans les pays avancés tout au moins, le capitalisme a résolu les contradictions de son développement, remettent à la mode les écrits du jeune Marx et déplacent ainsi la critique du système, de l'économie vers les problèmes de l'aliénation et de la réification. S'il existe une faillite du marxisme, dit P. Mattick, elle ne se situe pas sur le terrain de la théorie économique. Elle résulterait plutôt du fait que le prolétariat n'est pas parvenu à mettre un terme à l'existence du système et qu'un capitalisme transformé survit à ses crises. Mais les politiques économiques d'inspiration keynesienne sont d'une certaine manière la confirmation de Marx : dans la mesure où le capitalisme contemporain ne fonctionne qu'au prix d'une intervention constante de l'État pour animer la croissance et la régulariser, la permanence des contradictions du capitalisme se trouve démontrée par la pratique même des dirigeants du système.

Opérant un retour sur l'histoire du capitalisme, P. Mattick montre comment d'étape en étape, les contradictions du processus de l'accumulation se sont affirmées et ont en même temps transformé les structures et le fonctionnement du système, le conduisant de la phase libérale à celle de l'économie mixte dans laquelle l'État est devenu l'instrument indispensable de la reproduction élargie. Dès les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle l'incapacité du capitalisme à fonctionner de manière automatique commence à devenir manifeste : avec la fin du libre-échange la concurrence cesse d'être un processus purement automatique, les États interviennent pour la protection ou l'élargissement des marchés, cependant que déjà les armements commencent à devenir un des moteurs de la croissance. Le conflit de 1914 marque un nœud d'accélération dans le processus de transformation interne qui est en train de s'accomplir dans l'économie capitaliste : pour la première fois la reprise de l'expansion ne résulte plus d'une crise économique mais de la guerre, et si jusqu'en 1929 le produit national s'accroît de nouveau, la fraction qui en est utilisée pour la reproduction décroît. Après 1929 l'intervention des pouvoirs publics parviendra tout juste à enrayer la dépression et c'est seulement l'économie d'armements qui réussira à faire opérer un nouveau bond en avant aux forces productives. Mais désormais le capitalisme ne peut plus se passer des fabrications d'armements. Dès 1949 la récession américaine montre que, cette fois, la guerre n'ouvre même plus la perspective d'une nouvelle phase d'expansion automatique de la production et que les menaces de crise réapparaissent aussitôt que les dépenses publiques sont réduites. Seuls les armements massifs et de plus en

---

9. P. MATTICK, *Marx and Keynes. The Limits of the Mixed Economy*, Boston (Mass.), Porter Sargent Publisher, 1969, 364 p. Traduction française, Gallimard, « Les essais », Paris, 1972.

plus complexes qui sont produits à partir du déclenchement de la guerre froide renversent la tendance et assurent le plein emploi du capital et du travail, et désormais le cycle économique se confond avec les mouvements de dilatation et de contraction de la production d'origine gouvernementale. Dans le cadre de l'économie mixte maintenant en place l'expansion ne se poursuit que pour autant que les pouvoirs publics s'emploient à faire apparaître une nouvelle demande en produits — moyens de destruction et engins spatiaux — qui sont fabriqués sans prendre la forme de marchandises.

P. Mattick qui examine longuement les « techniques » qui permettent à l'État d'organiser une production qui, tout en n'étant pas elle-même rentable, compense les tendances à la récession et anime la croissance, s'interroge cependant sur l'avenir de l'économie mixte dont il explore les contradictions et s'efforce de repérer la dynamique. Bien qu'elle provoque un gonflement incessant de la fiscalité et de la dette publique, l'économie mixte peut susciter la prospérité aussi longtemps que les progrès de la productivité sont suffisants pour que l'augmentation du produit social permette d'assurer à la fois la rentabilité du capital privé, le maintien et l'élévation du niveau de vie et le financement de la production non rentable. Mais le rapport quantitatif entre la production privée et la production publique ne peut pas être stable. Dans la mesure où les politiques économiques actuellement en vigueur corrigent les effets des contradictions du processus d'accumulation mais ne les extirpent pas à la racine, la production d'origine publique par laquelle l'État compense les tendances « récessionnistes » doit inévitablement se dilater et l'évolution technologique ne peut qu'accentuer cette tendance. Cette évolution, en effet, est actuellement dominée par la recherche des innovations qui, permettant d'augmenter la productivité en épargnant du capital et du travail, tendent à compenser le déclin de la rentabilité. Mais l'emploi d'engins cybernétiques qui simplifient et rationalisent le « management », et l'installation de chaînes automatisées qui permettent, dans des proportions énormes, d'élever les rendements et d'abaisser les coûts, développent des effets contradictoires. Si pour telle firme particulière l'automation qui permet de réduire le capital variable est un moyen de percer dans la lutte concurrentielle, son extension à un nombre croissant de branches de la production finira par poser au niveau de la société globale le problème du sous-emploi. Le but de l'entreprise qui automatise étant de réduire les coûts de la force de travail, il n'est pas concevable qu'elle conserve le même nombre d'employés en réduisant la durée du travail de chacun d'eux et en maintenant leur salaire au même niveau, car alors sa dépense en capital variable restant identique, l'installation de chaînes automatisées deviendrait une absurdité. Or il est évident que si le développement du sous-emploi est indifférent pour chaque entreprise considérée séparément, il n'en va pas de même pour l'ensemble du système qui ne saurait tolérer durablement un gonflement important de l'armée industrielle de réserve.

Quelles que soient les menaces qu'il comporte pour l'avenir du régime, le développement de l'automation ne saurait cependant être stoppé. Dans aucun pays capitaliste, l'État n'a les moyens de « geler » à volonté le développement économique et technologique et d'ailleurs la concurrence internationale et les compétitions stratégiques rendent inconcevable l'organisation d'une situation de stagnation. On voit, dès lors, vers quelles alternatives également insupportables la poursuite de l'expansion et l'application de la nouvelle technologie

## NOTE CRITIQUE

menacent de conduire le capitalisme. Celui-ci se trouvera contraint, dans des délais plus ou moins longs, soit d'entretenir par des allocations une masse grossissante de sans-travail, soit d'organiser sur une échelle toujours plus vaste la production publique qui donne l'impulsion à la croissance de manière à imprimer à celle-ci une accélération suffisante pour résorber le sous-emploi. Dans le premier cas on aboutirait à l'extension d'un parasitisme social qui, prenant des dimensions monstrueuses, finirait par rendre absurde le développement de la productivité puisque à mesure que celui-ci se réaliserait ses effets en seraient annulés par le coût d'entretien croissant des personnes sans emploi. Dans le deuxième cas, l'accélération de l'expansion ne pourrait être obtenue qu'au prix d'un gonflement démesuré des dépenses destinées à financer la production publique et, au-delà d'un certain point, ces dépenses ne pourraient plus être couvertes sans que l'État, que ce soit par des pressions fiscales ou la nationalisation de certains secteurs rentables de la production, ne s'empare finalement d'une partie prépondérante du surproduit social. Mais un pareil développement quantitatif du secteur public impliquerait un changement qualitatif de ses fonctions : au lieu de soutenir la rentabilité des firmes privées et d'animer leur expansion il contribuerait à déprimer leurs profits et à rétrécir la sphère d'application du capital monopoliste. Cela revient à dire que l'économie mixte ne constitue qu'une phase de transition au cours de laquelle la croissance des forces productives se développant en contradiction avec les structures sociales qui leur servent de cadre conduit inévitablement le système vers une nouvelle période critique. A long terme celui-ci ne pourra éviter de retomber dans une phase de stagnation qu'en se donnant des moyens de réaliser une équilibrage dynamique de la production qui implique en fait une destruction progressive des relations de propriété privée faisant émerger un régime de capitalisme d'État. Mais, comme un bouleversement aussi profond des catégories actuellement dominantes de la société capitaliste ne pourrait certainement pas se réaliser de manière automatique, la perspective subsiste de voir le système capitaliste parvenir au terme de son actuelle période de stabilité et d'expansion.

Le moment où les contradictions de l'accumulation feront apparaître les limites de l'économie mixte pourrait cependant, souligne P. Mattick, être longuement retardé, si le capitalisme des pays avancés parvenait à s'étendre vers les régions sous-développées du globe et les pays de l'Est. Un démarrage effectif du tiers monde en particulier ne pourrait que faire fortement monter la conjoncture dans les pays avancés. P. Mattick montre cependant toutes les difficultés auxquelles doit inévitablement se heurter une expansion du capitalisme en direction de ses zones périphériques. Contrairement à ce qu'affirment les keynesiens, il n'est pas vrai qu'il suffirait de pratiquer à l'échelle internationale une politique économique appropriée pour que la sur-capitalisation des pays avancés soit utilisée pour le développement du tiers monde. Le flux des investissements est déterminé par le profit et dans l'ensemble, les placements effectués dans les pays sous-développés sont d'un rapport inférieur à celui des investissements pratiqués dans les pays avancés où d'ailleurs la sécurité des capitaux est plus grande. La subordination des pays du tiers monde à une division internationale du travail qui est pour eux ruineuse est le résultat de tout le développement du capitalisme mondial, et l'aide parcimonieuse qui leur est accordée vise davantage à préserver le statu-quo qu'à leur permettre un démarrage effectif. En fait la distance entre les nations

riches et pauvres s'aggrave et tandis que le capital sur-accumulé dans les pays impérialistes reste inutilisé ou est employé pour une production en partie stérile, les masses du tiers monde doivent attendre dans une misère exténuante que la formation du capital national dans leurs pays respectifs élève la productivité et leur niveau de vie.

Loin de créer une division internationale du travail rationnelle et un monde intégré, le développement du capitalisme a produit, tout à l'inverse, un univers déchiré où les antagonismes qui opposaient l'Est et l'Ouest se sont étendus au globe tout entier. Les pays qui depuis 1945 ont voulu s'arracher au sous-développement n'ont en effet pu le faire qu'en se dressant contre l'impérialisme. Les uns se sont donné une économie entièrement étatisée et, s'étant incorporés au « camp socialiste », se sont à peu près totalement soustraits à la pénétration du capital et des marchandises de l'Occident. Les autres se sont bornés à nationaliser les entreprises étrangères et à pratiquer une politique d'investissements publics assortie de diverses mesures fiscales et monétaires destinées à accroître leur fonds d'accumulation et, à la faveur de l'antagonisme russo-américain, ils ont obtenu de l'U.R.S.S. une aide qui est pour eux avantageuse et permet aux Soviétiques de consolider leurs positions stratégiques. Ainsi, loin d'ouvrir la voie à une expansion externe du capitalisme des pays avancés, les efforts de développement que déploient les pays du tiers monde ont, jusqu'ici du moins, eu pour effet de rétrécir le champ d'application du capital impérialiste et de renforcer la position des pays qui ont déjà atteint le stade de l'économie étatisée. Les tendances au capitalisme d'État se manifestent à l'échelle mondiale. Tandis que, dans les pays avancés, elles surgissent de la puissance même de l'expansion que le capitalisme est parvenu à réaliser dans le cadre de l'économie mixte, dans les pays attardés elles naissent au contraire de l'impossibilité d'opérer un démarrage effectif autrement que par le biais de l'étatisation. La situation d'instabilité sociale et politique que la semi-stagnation des forces productives fait naître en divers points du tiers monde riche d'ailleurs de les renforcer dans les années à venir et, par là même, de rapprocher le moment où, dans les pays avancés, les limites de l'économie mixte seront atteintes.

Mais, bien entendu, les classes dirigeantes des pays occidentaux ne sont pas condamnées à subir passivement l'extension menaçante du capitalisme d'État. L'univers qui a pris forme avec la guerre froide implique un rapport international des forces qui n'est pas nécessairement stable, et la superpuissance américaine tend même ses efforts à l'extrême pour le modifier en sa faveur. Mais, souligne P. Mattick, il est illusoire d'imaginer que les modifications qui, au cours des dernières années, ont été introduites dans le fonctionnement des économies planifiées des pays de l'Est inaugurent un processus de convergence structurelle des deux systèmes conduisant à une réintégration pacifique des « États socialistes » dans le marché mondial. Si les structures technico-économiques des pays de l'Est et de l'Ouest sont semblables et si les deux types de société sont également dominés par les impératifs de l'accumulation du capital, cette même accumulation ne s'y effectue pas au profit des mêmes couches dominantes. Le capitalisme occidental n'évoluera pas de lui-même vers le capitalisme d'État qui mettrait un terme à la domination de la bourgeoisie, et le capitalisme d'État qui s'est développé dans les pays de l'Est n'évoluera pas vers un retour à des formes de production basées sur le marché, à moins que ne se produise un bouleversement social — P. Mattick dit même une

## NOTE CRITIQUE

« contre-révolution directoriale » — consacrant la chute de la bureaucratie. Il en va de la restauration du marché dans le capitalisme d'État comme du développement de la production publique dans l'économie mixte. Elle ne peut constituer que des mesures limitées destinées à surmonter la crise latente des deux systèmes, mais si elles se développaient au-delà d'un certain point elles en altéreraient la nature sociale. L'impérialisme se trouve en face d'un monde qui ne s'adaptera pas de lui-même aux exigences d'une nouvelle phase d'expansion externe du capitalisme. C'est pourquoi les pressions stratégiques et les chocs entre les classes et les États continueront à dominer la politique internationale. En postulant que le développement de l'économie mondiale pourrait être de proche en proche rationalisé par la mise en œuvre de politiques adéquates, les théories d'inspiration keynesienne ne projettent que la vision d'un capitalisme utopique.

On conviendra que, même si toutes ses démonstrations ne sont pas toujours indiscutables, P. Mattick a écrit un livre dont l'originalité et l'audace tranchent sur les banalités que ressassent la plupart des marxistes contemporains. Ce n'est sans doute pas prendre un grand risque d'erreur que d'affirmer que *Marx and Keynes* est un des plus importants ouvrages de théorie marxiste paru depuis longtemps.

### 4. *Une nouvelle physionomie de l'impérialisme.*

C'est cependant une autre dimension du monde capitaliste que H. MAGDOFF a explorée en s'efforçant de préciser l'importance prise au cours des dernières décennies par l'impérialisme américain<sup>10</sup>. H. Magdoff s'attache d'abord à réfuter un point de vue qui reste assez répandu, en Amérique tout au moins, au sujet du capitalisme de ce pays : les exportations annuelles de marchandises et de capitaux étant relativement faibles en regard de l'importance du revenu national, l'impérialisme ne jouerait qu'un rôle mineur dans le fonctionnement de l'économie des U.S.A. L'étude de tout le matériel statistique disponible montre au contraire, dit Magdoff, que la tendance à l'expansion mondiale domine aujourd'hui tout le fonctionnement du capitalisme des U.S.A. et qu'un isolationnisme économique n'est même plus concevable.

Le « leadership » américain sur le monde capitaliste d'après guerre n'est pas seulement politico-stratégique. Il s'est accompagné de tout un ensemble de mutations qui, s'accomplissant à la fois au sein de l'économie américaine et dans les relations de celle-ci avec le reste du monde, ont puissamment renforcé l'emprise du capital des U.S.A. sur le système impérialiste et profondément modifié la configuration de celui-ci. A un capitalisme international d'abord centré sur la Grande-Bretagne, puis déchiré par sa multipolarisation, a succédé un système coiffé par la superpuissance américaine et organisé sous son hégémonie. En même temps qu'elle mettait en place son réseau mondial d'alliances et de bases stratégiques, l'Amérique a vigoureusement organisé son expansion économique en direction de tous les continents. En quête de matières premières — minerais et pétrole en particulier — que leur territoire depuis la Deuxième Guerre mondiale ne produit pas en quantités suffisantes, les U.S.A. ont largement pénétré dans les anciennes possessions coloniales

---

10. H. MAGDOFF, *L'âge de l'impérialisme*, Paris, Éd. Maspero, 1970, 203 p.

des puissances européennes pour s'y assurer le contrôle des richesses minérales. L'aide au tiers monde agit dans le même sens : les capitaux publics octroyés par le gouvernement des U.S.A. aux États qu'il protège servent, pour une notable partie, à stimuler les exportations de produits américains vers les pays sous-développés. Surtout, leur puissance financière et leur avance technologique ont permis aux U.S.A. par la création de firmes multi-nationales, d'acquérir des parts importantes dans la production industrielle des vieux États capitalistes et de pénétrer ainsi massivement sur leurs marchés.

Chiffres à l'appui, H. Magdoff soutient que l'empire industriel et financier que les U.S.A. ont créé hors de leurs frontières se développe maintenant plus vite que le complexe économique situé dans les limites de leur territoire national. En 1964, les revenus d'origine extérieure représentent 22 % des profits réalisés par les firmes américaines contre 8 % en 1950. En dix ans la part des produits américains absorbés par l'étranger a augmenté de 110 %, tandis que celle absorbée par le marché intérieur n'a augmenté que de 50 %. Mais le rôle de l'impérialisme dans la croissance de l'économie américaine ne se limite pas à cela. Les dépenses militaires et les exportations d'armements ou de matériel d'équipement rendues nécessaires par la stratégie mondiale des U.S.A. constituent un élément décisif de l'expansion des industries que fabriquent en Amérique des moyens de production : 20 à 25 % de leur produit sont absorbés par les commandes d'armement et par les exportations liées à la politique impérialiste. L'hégémonie stratégique et économique que les U.S.A. sont parvenus à établir sur le reste du monde capitaliste est enfin une source d'énormes profits pour l'Amérique puisque, par le biais de la suprématie du dollar et du déficit chronique de sa balance des paiements, elle peut faire supporter aux autres pays les frais de sa politique mondiale sans que ceux-ci aient jamais trouvé le moyen de s'y opposer effectivement.

Mais ici, surgit inévitablement la question de savoir selon quelles perspectives peuvent s'ordonner les relations futures de la superpuissance américaine, et des autres États capitalistes. Depuis 1945, le système impérialiste a évolué dans le sens d'une accentuation de la concentration mondiale du capital autour du pôle américain, et la multiplication des firmes internationales atteste que, dans les secteurs les plus avancés de son développement, le capitalisme tend, avec une vigueur sans précédent, à faire surgir des structures de fonctionnement supranationales. Mais, d'un autre côté, les compartimentages nationaux du capitalisme n'ont pas été dépassés et dans la mesure où les pouvoirs publics sont devenus un centre permanent d'animation et de régulation de la croissance, les activités économiques de chaque pays tendent beaucoup plus fortement que par le passé à être intégrées par l'État national. Si, depuis la Deuxième Guerre mondiale, les antagonismes des puissances capitalistes se sont fortement estompés, leurs oppositions d'intérêts n'ont pas été purement et simplement effacées. Compte tenu de la vigueur avec laquelle l'impérialisme américain a étendu ses ramifications sur tous les continents, pénétré jusqu'au cœur des économies les plus avancées et affirmé une supériorité stratégique écrasante, est-il légitime de considérer que le stade d'un ultra-impérialisme, rendant inconcevable un réveil des antagonismes inter-impérialistes, a été atteint ? Faut-il, au contraire tenir pour probable que les inégalités de rythmes de développement et les rivalités d'intérêts, qui subsistent et parfois s'accusent à l'intérieur du monde capitaliste, condui-

## **NOTE CRITIQUE**

ront à une redistribution internationale des forces remettant en question l'hégémonie américaine ? La réponse à ces problèmes commande pour une grande part la représentation qu'on peut se faire du devenir du monde capitaliste et du monde tout court. Pour autant que la pensée marxiste se doit d'être prospective, on regrette que Magdoff n'ait pas franchement abordé ces questions.

Pierre SOUYRI,  
*École Pratique des Hautes Études,*  
*VI<sup>e</sup> Section.*